



Déclaration liminaire intersyndicale Groupe de travail du 6 mai

Madame la Directrice générale,

Curieuse réunion que celle qui s'ouvre aujourd'hui...

Comment devons-nous l'aborder ?

Face à vous-même et une administration qui tiennent un double discours, il n'est pas facile d'adopter une stratégie de dialogue et de construction !

Le 12 février, vous nous avez conviés à une discussion autour de la reprise du dialogue social. Nous y avons tous participé, preuve s'il en est que nous souhaitons la reprise des discussions à la condition qu'elles soient collectives, constructives, transparentes et loyales. Nous vous avons demandé de nous envoyer le contrat stratégique que vous indiquiez négocier avec le Ministre... et que nous n'avons toujours pas reçu !

Le 9 mars vous nous interdisez la tenue d'une Réunion Mensuelle d'Information Syndicale (RMIS) des agents des Recettes Interrégionales (RI) pour préparer le GT du 24/03. Droit que vous vous octroyez cette semaine pour évoquer le transfert du recouvrement avec ces mêmes agents...

Le 24 mars, lors du GT sur l'impact du transfert des missions fiscales, nous avons évoqué la possibilité de construire conjointement un accompagnement des personnels offrant plus de garanties que ce que permet celui de la Fonction Publique. Vous avez alors convié les organisations syndicales représentatives (oubliant au passage deux organisations d'alliances alors que vous aviez dit que cet incident ne se reproduirait pas) à venir exposer leurs nombreuses propositions. A cette occasion, vous vous étiez engagée à nous fournir une synthèse de ces discussions... que nous n'avons jamais eue !

Dans ce contexte, avouez que votre volonté de discuter est toute relative... ?

Aujourd'hui, alors que nous entamons une nouvelle discussion sur le bilan des réformes passées et votre stratégie d'avenir pour la DGDDI, qui devrait laisser normalement le temps de la critique contradictoire et de la construction sur des perspectives de renforcement des missions douanières, les DI, sur vos ordres, convoquent des comités techniques pour acter des fermetures de services... C'est une conception bien singulière du dialogue social et ce n'est évidemment pas la nôtre, sachez-le !

Quelle est donc votre stratégie Madame la Directrice générale ? Quel objectif cherchez vous à atteindre dans l'ombre ? Passer en force vos réformes et nous faire disparaître du paysage au passage ?

Nous endormir ici pour mieux broyer dans les Directions Interrégionales (DI) ? Eviter toute mobilisation de la communauté douanière ? Mépriser le dialogue social centralisé ? Affaiblir le réseau et les missions dans notre dos ? Réduire les discussions sur l'accompagnement avant même d'avoir commencé, ou juste donner l'illusion de nous avoir écoutés avec la volonté de ne pas nous répondre ? De quel avenir de la DGDDI allons-nous parler si votre priorité est de vous débarrasser des douaniers dans le cadre du transfert des missions, le tout sans mesures d'accompagnement dignes de ce nom ?

Nous ne sommes pas venus quoi qu'il en soit pour écouter le satisfecit des réformes passées... elles ont détruit une partie du réseau douanier et fragilisé notre administration, alors que les trafics explosent de toutes parts et sur tous les fronts. Nous ne sommes pas venus non plus dans une chambre d'enregistrement, afin de cautionner par notre présence vos axes stratégiques

En d'autres termes, nous ne sommes pas venus à une réunion d'information pour vous permettre de dire que vous avez mené des concertations.

Nous sommes venus pour défendre les intérêts de la douane, des douaniers et de leur avenir. Nous exigeons la garantie d'avoir des marges de discussion et de négociation.

Nous requérons, avant toute chose, de cesser les processus de fermeture à l'ordre du jour des Comités Techniques des Services Déconcentrés (CTSD). Nous vous demandons les documents que vous aviez promis. Nous attendons de la clarté sur votre stratégie qui est absolument incompréhensible.

A défaut, nous acterons votre refus de dialoguer efficacement avec les représentants syndicaux et nous serons contraints de mobiliser les personnels, comme le font nos camarades des finances publiques le 10 mai prochain, mobilisation à laquelle nous apportons tout notre soutien.